



Lundi 23 janvier 2023

Après la grève du 19 janvier : on ira jusqu'au retrait !

La journée de grève et de mobilisation du 19 janvier a été un succès : les organisations syndicales ont compté plus de deux millions de manifestants et manifestantes, et même la police a reconnu que plus d'un million de personnes ont défilé. C'est plus que le 5 décembre 2019, au début du précédent mouvement pour les retraites.

La grève a été suivie dans des secteurs très divers du monde du travail : à plus de 50 % chez EDF, 66 % chez Enedis, 40 % chez Engie et GRDF, 70 à 100 % dans les raffineries de Total, près de 50 % à la SNCF dont plus de 75 % chez les conducteurs et conductrices, près de 70 % dans l'Éducation... Elle a aussi été suivie dans des usines de l'automobile et de la métallurgie, dans l'agro-alimentaire, à La Poste ou encore dans la presse !

Après ce succès, alors même que la journée avait été appelée tardivement par les organisations syndicales, celles-ci ont annoncé une prochaine journée de grève nationale non pas dès la semaine suivante, mais seulement le 31 janvier.

De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat !

Sans surprise, le gouvernement prétend toujours qu'il ira jusqu'au bout, car cette réforme serait « juste » et « nécessaire »... Que de mensonges ! Il n'y a rien de juste à exiger plus de temps de cotisation de la part des travailleurs et des travailleuses, alors que les capitalistes se gavent sur leur dos et que les riches sont toujours de plus en plus riches. Il n'y a aucune nécessité à nous faire trimer plus longtemps, alors que beaucoup n'arrivent déjà pas à faire des carrières complètes à cause des périodes de chômage ou de la durée des études qui s'allonge.

De l'argent pour financer les retraites, on peut en trouver. Si les femmes gagnaient, et donc cotisaient, autant que les hommes, cela apporterait 5,5 milliards d'euros supplémentaires aux caisses de retraite. Et que se passerait-il si les salaires augmentaient vraiment, pour suivre l'inflation ? Là encore, les milliards tomberaient. Si nous reprenions au patronat ce qu'il nous vole, nous pourrions assurer l'avenir du système de retraites actuel... Et même revenir à un âge de départ à 60 ans, avec 37,5 annuités de cotisation, voire moins pour les métiers les plus pénibles et éreintants.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

L'argent des retraites, c'est celui des cotisations des salariés. Ce n'est pas au patronat et aux gouvernements de décider de ce que l'on en fait : c'est à nous seuls, nous qui faisons tourner la société au quotidien.

Dans une économie qui produit toujours plus, il devrait être normal que ceux et celles qui créent les richesses par leur travail profitent de plus de temps de repos... C'est aussi une mesure logique : comment dire aux jeunes de cotiser plus longtemps, si les boulots sont encore occupés par les plus âgés ? Ou comment dire aux plus âgés de rester au boulot plus tard, si leurs patrons embauchent des jeunes ? Si on travaillait moins, on pourrait travailler tous, et mieux !

Tous et toutes ensemble : grève générale !

Cette réforme est une étape de plus dans l'offensive contre les droits des travailleurs et travailleuses, pour le seul profit des capitalistes. À qui doivent profiter les richesses ? À la minorité qui tient l'économie ou à la majorité qui fait tout fonctionner ?

Sans nous, rien n'est possible. C'est ce que nous montrons quand nous sommes en grève. Il faudra donc l'être plusieurs jours de suite. Des syndicats, comme dans l'Éducation, appellent à démarrer une grève reconductible le 31 janvier. Dans les raffineries et l'énergie, ce sera à partir du 6 février.

À nous de décider de nos rythmes et de nos moyens d'action : partout, nous devons réunir des assemblées générales, dans nos lieux de travail, ainsi qu'à l'échelle des villes ou des départements, de manière interprofessionnelle. Ces AG nous permettront de nous organiser ensemble pour étendre la grève reconductible, faire grossir les rangs des manifestations, mener des actions et bloquer le pays... jusqu'à ce que le gouvernement n'ait d'autre choix que de céder !





Cri de colère : un infirmier mobilisé démolit la politique du gouvernement

Lors d'un débat sur les retraites sur BFMTV, le ministre du Travail a expliqué aux travailleurs invités sur le plateau, que s'ils étaient contre la réforme, c'est qu'ils n'avaient rien compris. Il s'est bien fait remettre à sa place. Auxiliaires de vie, raffineurs, éboueurs, cheminots, profs, infirmiers, étudiants, ont aligné les raisons de la colère : pénibilité, collègues morts ou cassés avant la retraite, chômage, profits mirobolants, etc. Ils ont indiqué aussi la seule planche de salut : la grève. Un infirmier du CIU a bien résumé ça : « Je suis infirmier de nuit aux Urgences depuis 11 ans, ma retraite à taux plein ce sera à 66 ans, clairement je ne serai plus en vie. [...] Le problème c'est pas l'hôpital, c'est le gouvernement qui ne nous écoute pas : ça fait quatre ans qu'on demande la même chose : plus de salaire, plus de personnel, plus de lits ! [...] On n'attend plus rien de ce gouvernement. »



À Rennes, des externes en révolte...

Une quarantaine d'étudiants en médecine, en stage, ont reçu un courrier de leur direction, au CHU de Rennes, leur réclamant de rembourser 292 euros pour deux semaines de stage non effectuées. Impossible pour eux de faire ces stages car ils devaient réviser examens et concours. « Ils chipotent pour 300 euros mais on leur rapporte bien plus » rétorque une étudiante. Ils assurent que des dizaines de gardes ne leur ont pas été payées en particulier celles que la direction estime systématiquement être de l'observation... L'observation : un prétexte facile pour les exploiter !

... et des cadres en colère !

Grève aussi inédite à l'hôpital de Rennes : celle des 160 cadres de santé, payés au forfait. La direction veut imposer un projet de réorganisation des permanences appelé « H 24 », qui augmente leur amplitude horaire en journée : les cadres devraient être présentes de 6h30 à 20h30... La direction, quel que soit notre métier, veut nous presser comme des citrons. Elle est tombée sur un pépin.

C'est l'hôpital qui se fout de la charité ?

Quand Emmanuel Macron se pose en sauveur de l'hôpital public et de la santé, Brigitte Macron fait la quête du 11 janvier au 4 février. Présidente de la Fondation des hôpitaux, elle supervise les tirelires en carton qui vont servir à récolter des pièces jaunes pour financer des projets hospitaliers, prenant le relais de Bernadette Chirac. On connaissait la maxime « l'hôpital qui se fout de la charité », mais là c'est les Macron qui se foutent de l'hôpital.

Macron annonce 413 milliards pour l'armée. On veut des hôpitaux, pas des Rafales !

Il n'a aucun scrupule à arroser les marchands de canon, alors que les hôpitaux, les écoles, sont dépouillés ! Rien que le

coût du programme des Rafales s'élève à près de 50 milliards. Avec ces 413 milliards sur sept ans, on pourrait doubler le budget des hôpitaux français sur la même période ! À comparer aussi au soi-disant déficit futur des caisses de retraites de 17 milliards en 2032... au nom duquel on veut nous faire bosser jusqu'à 64 ou 67 ans.

S'esquinter au boulot plus longtemps

En 2018, Macron avait éliminé quatre facteurs de pénibilité sur les dix en vigueur (risques chimiques, charges lourdes, postures et exposition aux vibrations mécaniques), prétendant qu'ils étaient trop compliqués à évaluer. Les salariés concernés ne peuvent donc plus faire valoir leurs conditions de travail pour partir plus tôt à la retraite. Pour faire avaler la réforme des retraites, le gouvernement, dans sa magnanimité, propose de faciliter le départ de ceux rendus invalides par le travail à partir de 62 ans, c'est-à-dire l'âge actuel de départ en retraite. Après la retraite des morts, la retraite des écopés.

Mobilisation contre la réforme des retraites Acte II

Retraites : hospitaliers en première ligne !

Le gouvernement entend faire reculer de deux ans l'âge de départ à la retraite y compris pour les soignants. Et ceux encore en « catégorie active » (supprimée en 2010 par la réforme Bachelot) ne pourront pas partir à la retraite avant 59 ans, contre 57 ans actuellement.

Et la santé ?

Pourtant, on n'a qu'une vie, alors on veut profiter d'une retraite bien méritée. Selon une étude de la caisse de retraite CNRACL, l'espérance de vie d'une infirmière est de 78 ans, soit sept années de moins que la moyenne des femmes (85 ans). Quant à leur état de santé, 20 % des infirmières et 30 % des aides-soignantes partent en retraite avec un taux d'invalidité.

Préparer le 31 janvier : faire grève et s'organiser !

La mobilisation du 19 janvier a été un grand succès, avec notamment de très nombreux travailleurs du privé en grève et à la manifestation. Pour le 31 et ses suites, déclarons-nous tous en grève et faisons voir que la colère est aussi là à l'hôpital, malgré les assignations. Discutons de nos revendications et organisons-nous.

Lundi 30 janvier

13h30 assemblée générale à l'hôpital Casanova (salle de réunion)

Mardi 31 janvier

13h départ en bus de Saint-Denis-Porte de Paris
14h départ de la manifestation de place d'Italie
(rendez-vous devant la mairie du 13^{ème})

Pour lire le reste de nos publications → rendez-vous sur <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>

Nos réseaux sociaux → FB, Twitter et Insta : @npaetincelle

Pour prendre contact, signaler une info ou autre → etincellenpa.chsd@gmail.com

